

Ghassan Salamé, spécialiste du monde arabe, au JDD

# France-Algérie : les illusions dissipées

Interview  
Richard Bellet

POUR Ghassan Salamé, professeur à l'Institut d'études politiques et spécialiste du monde arabe, la France doit stopper son aide inconditionnelle à l'Algérie.

*« Le spectaculaire détournement de l'Airbus d'Air France va-t-il, à votre avis, pousser le gouvernement français à modifier sa politique algérienne ? »*

– Cette prise d'otages contribue déjà à dissiper plusieurs illusions. Certains imaginaient que l'on pouvait garder artificiellement l'affaire algérienne au réfrigérateur en attendant que l'élection présidentielle soit passée, le temps pour les candidats de mener campagne. Or à l'évidence, le calendrier de la guerre civile algérienne ne colle pas avec le calendrier électoral français.

La deuxième illusion était de croire que l'exacerbation extraordinaire de la répression en Algérie pouvait se dérouler à huis clos, dans l'obscurité, alors que, depuis septembre, le nombre d'islamistes tués a été multiplié par deux, celui des forces de l'ordre par trois et celui des civils par quatre, soit plus d'un millier de morts par semaine !

*– N'empêche, le gouvernement Balladur n'a toujours pas condamné la répression aveugle conduite par le pouvoir algérien.*

– La France doit absolument admettre qu'Alger, au lieu de marquer des points, s'enfonce dans une grave impasse sécuritaire. Au départ, le FIS n'était pas un mouvement idéologiquement pur. Il y avait des débats en son sein. Au lieu d'en tenir compte, l'armée algé-

rienne a joué la politique du pire et, cela, on va le payer très cher. Les dirigeants français doivent donc enfin prendre conscience que l'éradication par les armes de la mouvance islamiste ou l'arrivée des « barbus » au pouvoir par la violence sont deux hypothèses très improbables.

*– Alors que l'on parle de livraisons récentes de matériel militaire à l'Algérie, la diplomatie française peut-elle encore favoriser le retour au processus démocratique ?*

– Les livraisons éventuelles d'armes que vous évoquez ont un impact très limité. Quoi qu'il en soit, la France doit accorder à l'Algérie une aide qui ne soit plus, comme par le passé, inconditionnelle. Nos partenaires nous reprochent vivement la disproportion incroyable entre notre soutien financier à Alger et le manque total de pressions qui l'accompagnent. Jamais dans son histoire l'Algérie n'a reçu autant que depuis l'interruption du processus électoral : directement ou grâce à l'activisme de sa diplomatie, la France a apporté à son ancienne colonie 40 milliards de francs en trois ans ! Sans ce soutien économique, il est vrai que la population ne serait pas nourrie, mais le pouvoir actuel tomberait.

*– L'élection présidentielle promise cette année par le président Liamine Zéroual n'est-elle pas encourageante ?*

– Elle n'aura pas lieu, j'en suis sûr. Il s'agit tout au plus d'un gadget de fin de discours. Pour les organiser, il faudrait soit que l'armée ait reconquis l'ensemble du territoire afin de faire circuler les urnes, soit

qu'elle se soit mise d'accord avec les islamistes. Je n'y crois pas.

*– Ni armée, ni « barbus », ni élections prévisibles, c'est donc l'impasse.*

– Il faut privilégier un troisième acteur. Le gouvernement français parle d'un pôle démocrate où se retrouveraient les seuls copains de la France ! C'est absurde. En réalité, la seule transition crédible vers un retour au processus électoral s'est dessinée à Rome en novembre dernier, avec la première tentative de dialogue entre le FIS, le FLN et le FFS (Front des forces socialistes). Une réunion que la France a eu tort de ne pas prendre au sérieux car une partie des islamistes est prête à discuter : il ne faut pas oublier que le glissement dans la guerre civile menace aussi la direction historique du FIS, derrière Abassi Madani et Ali Belhadj.

*– La déferlante islamique, le Groupe islamique armé infiltré dans les banlieues françaises, vous y croyez ?*

– En France, on continue de prendre Belleville pour Bab El-Oued et Bab El-Oued pour le monde islamique. On confond tout.

Aujourd'hui, les filières que l'on découvre en France n'ont pas grand-chose à voir avec la religion mais relèvent de la pègre et du banditisme. Ce sont des groupes en marge de la communauté musulmane qui, pour des raisons financières, aident tel ou tel mouvement algérien. Or, cette distinction entre un retour appuyé à la pratique religieuse et le fonctionnement de réseaux terroristes, personne ne l'a faite. »